

TPE, temps, dialogue territorial sur le pays de Morlaix : premiers éléments

L'enquête réalisée dans le cadre du Projet ARTEVER auprès des Très Petites Entreprises vise à mieux cerner les problématiques des TPE en matière de conciliation des temps et de participation au dialogue territorial.

Perfégal réalise actuellement une étude sur le pays de Morlaix. Ce pays compte 121 331 habitants répartis sur 80 communes et représente 20 % de la superficie du département du Finistère. C'est un pays à dominante agricole et rurale qui n'échappe pas au phénomène de périurbanisation et à la tertiarisation progressive de l'économie rurale. Si la population active est stable, le pays est marqué par le vieillissement de la population, les départs de jeunes en recherche du premier emploi et la perte du nombre d'actifs agricoles. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent 8,2 % des actifs ce qui est supérieur à la moyenne départementale.

Les entretiens réalisés, soit en face à face soit par téléphone, par Isabelle Guéguen et Françoise Le Verge ont porté sur l'identité des TPE, leur rapport au temps (pulsation) et leur participation au dialogue territorial. Les éléments présentés ci-dessous portent sur le traitement de 12 entretiens dont 10 avec des entrepreneurs ¹. Il s'agit donc d'une analyse partielle.

TPE et identité

Pour les institutions rencontrées ², les TPE sont nombreuses mais elles ne donnent pas d'emblée de données précises. Beaucoup de TPE sont sans salarié ce qui pose un problème de transmission et de perte d'un savoir faire. La CCI note par exemple qu'il y a peu de formation d'apprentis. Les secteurs les plus mis en avant sont le bâtiment, les services aux entreprises, les services à la personne, le tourisme (commerce, restauration). L'artisanat est considéré comme un moyen de fixer les emplois sur le territoire. Les activités spécifiques se situent autour de l'agriculture et des résidences secondaires (pour le bâtiment). La CCI note qu'il y a un nombre significatif de multi services, de commerces de proximité qui nécessitent beaucoup de disponibilité.

Sur les onze TPE interrogées, nous observons une surreprésentation de TPE dirigées par des femmes et de TPE ayant des activités « atypiques ». On recense en effet un facteur d'orgues, un commerce de produit équitable, la fabrication de papier de lin et de chanvre et de la reliure, un commerce/location et l'animation autour de jeux traditionnels. Les autres TPE sont plus classiques : multi services, magasin de cadeaux, tapissier décorateur, dépannage informa-

¹ 6 femmes et 5 hommes.

² CCI de Cornouaille et URSCOP.

tique, communication et création multimédia, entreprise de peinture.

On comprendra donc que certains dirigeant(e)s mettent en avant l'**originalité de leurs services** « il n'y a que 12 moulins en France », « je suis le seul facteur d'orgues de Bretagne » « c'est une activité inhabituelle : j'avais du mal à formuler, à communiquer, à expliquer aux gens ce que je faisais ». Pour d'autres c'est la **proximité** qui les caractérise : « on ne se rend pas compte des services que l'on rend à beaucoup de personnes », « je comptais sur les retraités mais ils préfèrent aller trotter et être anonymes ». Enfin, les derniers mettent en avant la nécessité de **différencier** leurs services : « il y a cinq tapissiers sur Morlaix, j'essaye de me différencier », « je propose beaucoup de produits qui n'existent pas ici », « en terme de choix, c'est vraiment très diversifié ».

L'**attachement à la Bretagne ou au territoire de vie** est souligné par une majorité : « je revendique le fait d'avoir un métier d'art et c'était une tradition en Bretagne : c'est un peu le patrimoine de la Bretagne ». « Je suis originaire de Morlaix, je n'avais pas de travail, je me suis lancée. » « Ce sont des raisons personnelles qui m'ont fait revenir à Morlaix ; je suis content d'être ici. » « On a gagné en qualité de vie depuis que l'on a quitté Rennes ».

Tous sont unanimes pour dire que les TPE ne sont pas visibles, ne sont pas valorisées sur le territoire. Le sentiment qui prédomine c'est d'être ignoré au profit des plus grandes entreprises ou de ne pas être dans le sérail. Cela est notamment très marqué sur le secteur de Morlaix : « Il y a un responsable des commerces à la mairie de Morlaix. Il n'est jamais venu nous voir. Je ne comprends pas, il aurait une vraie image de nous. » « Les TPE sont visibles par le relationnel mais pas du tout autrement. Ce n'est pas en raison d'incompétence. C'est plus lié à du lobbying, un groupe d'amis qui restent entre eux. » « Le tissu Morlaisien : c'est beaucoup de copinage. »

Mais finalement beaucoup ne semblent pas préoccupés par cette invisibilité sur le territoire et semblent satisfaits de leur choix et du parcours qui les a conduits à cette création ou gérance de TPE. Ils reconnaissent que les TPE se complaisent dans cette situation : « les TPE se plaignent mais ne se déplacent pas pour apporter leurs idées », « je ne souffre pas de l'isolement, j'ai pris cela comme une donnée. »

TPE et rapport au temps

Pour les institutionnels, la conciliation des temps de vie est un problème culturel : « Je n'ai jamais vu un entrepreneur paisible sur ce thème : est-ce un problème d'organisation, de vulnérabilité en raison de leur taille ? Il y a un problème de décalage de perception entre l'artisan et ses salariés. Il y a un fossé. L'entreprise n'est plus au cœur des préoccupations, au cœur de la vie. La vie a changé en 20 ans. Il faut qu'on les accompagne : ce n'est pas un problème d'organisation, c'est un problème de culture » nous explique Bernard Penhoet de l'URSCOP. « Au début, ils l'ont bien intégrée surtout ceux qui ont suivi une formation. Il a été envisagé de travailler sur les emplois partagés mais une petite étude a montré la difficulté de concrétisation. Vous avez TPE et TPE par rapport à la conciliation des temps : les réactions ne vont pas être les mêmes dans le service informatique et dans le bâtiment. Cela va dépendre du niveau de formation. Mais les chefs d'entreprises semblent plus enclins à la formation, au marketing,... le niveau d'étude des dirigeants augmente » commente Philippe Bozellec de la CCI du Pays de Morlaix. Néanmoins, le sujet « temps et TPE » n'est pas un sujet de travail pour les institutions ou organisations patronales ; les sujets et réponses apportés sont surtout techniques.

Du côté des entrepreneur(e)s, on note qu'ils sont quasiment tous concernés par la **saisonnalité** soit en raison de l'activité touristique, de l'activité festive (festival, fêtes familiales) ou en raison du climat. Cela ne semble pas une difficulté : les personnes peuvent ainsi concilier leurs temps : « cela me permet de prendre des vacances », ou alors développent d'autres actions ou stratégies : « main-

tenant, on négocie les délais avec les mairies » ou encore pensent à leur développement : « je vais embaucher une personne à mi-temps ».

Le temps de travail est par contre dans la majorité des cas très dense mais cela semble aussi une donnée acceptée. Pour les hommes ou femmes sans enfant, cela est normal ou lié à la passion : « je travaille tous les jours, c'est une situation qui me plaît. » « Je passe beaucoup de temps au travail, on est obligé de défendre notre travail. Je gagne beaucoup de temps le soir où je peux travailler jusqu'à minuit. » « Je n'arrive pas à concilier, heureusement je n'ai pas d'enfants. » Pour les femmes ayant des enfants, cela semble davantage un sacrifice consenti pour un mieux être futur : « on habite sur place. La vie professionnelle prend beaucoup de place, on retourne travailler le soir. Il va falloir faire évoluer la situation dans le temps car nous avons deux filles » ; « j'ai un mari qui m'aide beaucoup ; j'ai peu de temps pour moi ; c'est dur, c'est plus un métier où il faut être en couple. Aujourd'hui j'économise pour me libérer du temps. Je veux développer mon activité pour mieux vendre après. » « J'aimerais me libérer un mercredi et un samedi sur deux, c'est la maman qui parle. Je dois mettre noir sur blanc ce que l'entreprise doit faire et ce que moi je peux aménager ». Enfin une femme et deux hommes disent ne pas rencontrer de difficultés, deux précisant que cela est lié à la disponibilité de la compagne « elle est en congé maternité, c'est pratique » ou des grands parents.

En ce qui concerne **la mobilité**, tous sont concernés par des déplacements à proximité ou sur le plan national mais aucun n'a pointé le moindre problème sinon celui d'avoir une voiture ou une camionnette en bon état. La voiture ou le camion est un outil au centre de l'activité mais qui suppose de ne pas être en situation de précarité compte tenu du coût que représente aujourd'hui ce type de véhicule. Aucune personne interrogée n'a parlé des transports collectifs.

TPE et dialogue territorial

Pour les institutions, il ne semble pas facile de réunir les TPE. La CCI anime un réseau de commerces de proximité et travaille sur la communication, les promotions... Philippe Bozelec explique « qu'il faut les motiver : ils viennent parce que l'on a des actions de terrain, ils viennent parce que cela est gratuit ». Bernard Penhoet pense « que les TPE n'ont pas le temps ou ne prennent pas le temps. Elles ne sont peut être pas assez sensibilisées. »

Concernant la question de la représentation des TPE, il est rappelé que la représentation des entreprises dans les chambres consulaires est fonction du poids économique des secteurs et du nombre des salariés. Néanmoins les représentants sont plutôt des entrepreneurs avec un nombre conséquent de salariés : « dans les représentants CCI, on va trouver plus facilement des commerces avec plus de 6 salariés car les chefs d'entreprises ont plus le temps »

Les entrepreneurs, nous l'avons vu, ont le sentiment de ne pas être représentés. Mais on note aussi un quasi **rejet de la réunion** : « moi, aller en réunion, bien souvent c'est du temps perdu. On a l'impression que c'est fait pour des gens qui ont le temps, qui n'ont que cela à faire. Je préfère lire les comptes rendus. » « On a envie de rester chez soi au lieu d'aller en réunion ». « Je ne vais pas aux réunions de la CCI ou de la CMA car je n'ai pas le temps », « j'ai l'impression que les réunions c'est du blabla ». Se posent là de vraies questions de méthode. Il faut sans doute réfléchir à d'autres modes d'information, de mise en réseau et de dialogue : une femme s'est interrogée sur la mise en place de réunions téléphoniques ; une autre passe beaucoup de temps sur Internet.

Les personnes sont **conscientes d'être un peu responsables** de cette non présence des TPE dans les lieux de décision : « c'est chacun pour soi : on ne divulgue pas beaucoup d'information. Il n'y a pas de recette, c'est un peu de notre faute. Les TPE sont disséminées donc il n'y a pas de porte parole. » « Sur Morlaix, il n'y a pas de volonté de collaborer entre nous », « on se laisse vite déborder

par notre entreprise ». Néanmoins certains soulignent l'intérêt des échanges de proximité en tant que membre de l'association des commerçants, ou membre d'un réseau (une seule personne) ou à l'occasion de stage. Mais ils sont sceptiques sur l'idée de « réseauter » avec d'autres TPE : « je suis restée en contact avec une commerçante : on échange sur les fournisseurs mais c'est difficile d'aller plus loin », « je ne suis pas sûre que je participerai si on me proposait des rencontres. Je ne vois pas trop comment on pourrait fédérer du monde. » Ces entrepreneurs sont donc à convaincre de l'intérêt de la démarche collective. La méfiance et l'individualisme étant très présents chez certains, seuls des arguments économiques semblent mobilisables.

On note aussi chez des commerçantes, une réelle insatisfaction du fonctionnement actuel des associations locales et de l'image véhiculée. « J'aimerais qu'il y ait un nouveau collectif de commerçants et échanger pour voir ce que l'on peut faire et après mobiliser les élus. Je déplore le manque de concertation et une question de génération. » « Je fais partie de l'union des commerçants, c'est pas facile. Le commerçant n'est pas bien jugé avec le client. Il y a des gens pas sympas. » « On a une image de raleurs ». C'est le rôle du commerçant dans la cité qui est posé : les femmes interrogées ont envie d'innover en terme d'animation et de relations et constituent des mini réseaux notamment avec des commerçantes voisines (panneaux communs, entraide pour les enfants...).

Quelques uns ou unes ont conscience de l'intérêt de représenter leur profession ou d'animer des groupes d'entrepreneurs mais cela est reporté dans le temps : « je ne suis pas élu ; il faudrait trouver un créneau », « j'envisage dans le futur d'être élu dans une organisation professionnelle. »

Ce qui réunit la majorité des entrepreneurs c'est leur **méfiance vis-à-vis des élus**. Le sentiment qui prédomine, notamment chez les commerçants, est celui de l'absence de dialogue avec les élus : « on n'arrive pas à dialoguer avec les élus : c'est effrayant », « le tissu des TPE n'est pas soutenu. Il y a du boulot mais pas de budget en face », « les élus, ils font ce qu'ils veulent, il n'y a pas eu de concertation : pendant 3 à 4 mois, le centre ville a été inaccessible ». « j'avais négocié un partenariat avec le Maire. Il m'a demandé d'être patiente. (...) on encourage les commerces à venir et après on se débrouille ».

Par contre, certains entrepreneurs ont engagé des partenariats avec les communautés de communes ou les agences de développement dans le cadre du tourisme. Ils citent par exemple « la route du lin », « le circuit des enclos », des fêtes locales... qui sont des produits touristiques qui mettent en valeur les savoir-faire et le patrimoine anciens. C'est un sujet sur lequel les TPE et les acteurs du territoire semblent trouver des modalités de coopération satisfaisantes et valorisantes pour les deux parties : organisation de stages, de visites, d'expositions... Ces expériences pourraient peut-être venir enrichir la réflexion sur le dialogue social territorial.

Rédigé par Isabelle Guéguen

Codirigeante de Perfégal (www.perfegal.fr)